

Le pétrole à moins de 50 dollars...

Qui sème le vent récolte la tem-
pête. Le premier lundi de l'année
qui commence, un Saoudien et deux
gardes frontières ont été victimes
d'une fusillade à la frontière avec
l'Irak. L'attaque, la première contre
l'Arabie saoudite depuis qu'elle a
rejoint la coalition contre l'enfant
monstrueux des laboratoires occi-
dentaux du temps du djihad autorisé
et encouragé, a été attribuée aux
combattants de Daesh. Elle inter-
vient dans un contexte lourd d'incer-
titudes liées à l'état de santé du
vieux roi Abdallah (90 ans) hospitali-
sé pour une pneumonie, et à la
chute des cours mondiaux du pétro-
le.

Le prix du pétrole a plongé sous
la barre des 50 dollars le baril pour
la première fois depuis mai 2009 en
raison, principalement, d'une aug-
mentation de l'offre, résultant de
l'exploitation de pétrole de schiste
aux États-Unis, d'une diminution de
la demande plombée par une crois-
sance mondiale atone. Aujourd'hui,
tous les regards sont portés sur le
royaume dont le sous-sol abrite
environ 73 % des réserves prouvées
de pétrole du monde. Va-t-il réduire
sa production pour aider à stabiliser
les prix ? A cette question, «Riyad
refuse de jouer la balle (au sens
d'intervenir, ndlr), en rupture avec
ses options habituelles pour des
prix élevés», relèvent deux experts
américains dans une étude qu'ils
viennent de publier dans *Foreign
Affairs* (*).

Le maintien des prix dans une
fourchette de 50 à 60 \$ aurait «des
répercussions majeures dans un an
ou deux», estiment les auteurs de
l'étude : l'investissement dans le
secteur du pétrole et du gaz a baissé
de 37 % aux États-Unis l'année der-
nière, et «il pourrait encore baisser

là, comme ailleurs».

«Il est difficile de croire que les
Saoudiens n'ont pas considéré les
répercussions géopolitiques de leur
choix. La baisse des prix du pétrole
se traduira par une baisse des reve-
nus pour les Etats pétroliers, dont
deux — l'Iran et la Russie — sont
des rivaux de longue date.» Politiquement, Riyad peut mettre
plus de pression sur l'Iran pour par-
venir à un accord sur le nucléaire et
sur la Russie pour qu'elle se retire
d'Ukraine, mais en bout de course,
les résultats espérés «ne sont pas
probants» et «il pourrait se produire
un résultat inverse».

Cet «effet inverse» signifie un
engagement iranien plus franc et
plus conséquent aux côtés de
Bachar al-Assad, engagement qui
corrobore les efforts de Téhéran
pour étendre l'influence chiite à la
Méditerranée et la péninsule
Arabique. Pour le président russe
Vladimir Poutine, la cote de popula-
rité patriotique reprendra son cours
à la hausse, en réaction au «complot
américano-saoudien visant à renver-
ser son régime».

«Le plus grand risque associé à
la stratégie pétrolière de Riyad est
domestique.» Une perte de 89 mil-
liards de dollars de recettes en 2015,
résultant d'un cours à 55 dollars le
baril, exigera «des coupes sombres
dans les dépenses sociales et les
salaires des fonctionnaires gouver-
nementaux qui représentent 50 %
des dépenses budgétaires.» Les
conséquences sont jugées «imprévi-
sibles.» Une augmentation du chô-
mage pourrait, à plus ou moins long
terme, affecter la stabilité du royaume,
une fois dissipée l'assurance
des autorités quant à l'ampleur des
réserves en devises, destinées à
amortir le choc dans l'immédiat et
estimées à 750 milliards de dollars.

Dans l'ensemble, estiment les
deux experts, «la stratégie pétrolière
de l'Arabie saoudite ne reflète pas
une confiance» absolue en soi et
Riyad pourrait être contraint de

revoir sa copie.

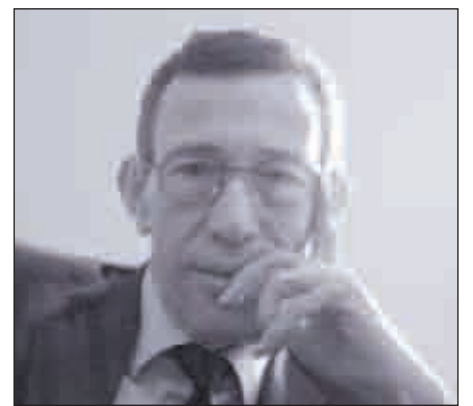
Pour l'instant, Riyad s'entête
dans une stratégie de la terre brûlée
et de la tension porteuse d'incerti-
tudes, voire même d'éventualité
d'un chaos.

Le ministre russe des Finances,
Anton Silouanov, se veut rassurant :
la Russie dispose encore d'un mate-
las financier important et d'une poli-
tique économique adéquate pour
amortir les effets d'une crise écono-
mique, même s'il admet que «les
pressions du marché sont suscep-
tibles de revenir dans le courant de
2015.»

Au-delà de la dépréciation du
rouble, les analystes insistent sur
d'autres sources de perturbations :
un environnement mondial
amorphe, des données démogra-
phiques défavorables, etc.

«Le pétrole a toujours été au
cœur de la performance écono-
mique de la Russie, mais des poli-
tiques budgétaires faibles ont fait
que des prix du pétrole élevés
étaient nécessaires pour maintenir
l'équilibre budgétaire. En 2014, le
prix d'équilibre était d'environ 110
dollars le baril. Aux prix actuels du
pétrole, autour de 50 dollars le baril,
le déficit budgétaire et de la balance
des paiements extérieurs s'annonce
important et risque de se creuser
davantage», estime le Council on
Foreign Relations ou CFR, un think
tank américain des plus influents,
fondé en 1921 et consacré à la poli-
tique extérieure des Etats-Unis et la
situation politique mondiale (**).

Pour la Russie, le déclencheur le
plus probable d'une crise réside
dans le secteur financier. Les
banques d'État et les entreprises
d'énergie font face à des rembourse-
ments de dettes doublement pénali-
sants, parce qu'ils sont libellés en
dollars (au cours jamais aussi éle-
vés) et adossés à une baisse consé-
quente des cours du pétrole.
Jusqu'à présent, la crise a été évitée
par l'assurance que la Banque cen-
trale est «résolument et pleinement»



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

derrière le système bancaire. Ce
pourquoi, elle dispose encore
d'énormes réserves internationales
estimées à 389 milliards de dollars.

Dans de contexte de vaches
maigres, «les sanctions ont été un
multiplicateur de force» pour la
Russie, écrit encore le CFR. C'est la
raison pour laquelle, ses adver-
saires se devaient de compléter leur
arsenal de guerre par une pression
sur les cours pétroliers.

C'est notamment l'argument
récemment invoqué par le président
Barack Obama qui soutient que «le
temps (des sanctions) rendra l'éco-
nomie russe suffisamment vulné-
rable à des perturbations affectant le
prix du pétrole», des perturbations
qui généreront inévitablement
«d'énormes difficultés à gérer si ce
n'est pas cette année, l'année pro-
chaine ou l'année d'après». Il a
oublié «l'hiver russe» de Napoléon
et d'Hitler...

A. B.

(*) Bilal Y. Saab and Robert A.
Manning, "Riyadh's Oil Play : Why
the Kingdom is Keeping Prices
Low", *Foreign Affairs*, 6 janvier
2015.

(**) The Russian Crisis : Early
Days, *Global Economics Monthly* :
January 2015, Council on Foreign
Relations, 6 janvier 2015.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam



*T'aimes pas le gaz de schiste ? Tiens !
Avale du gaz lacrymo !*

Foot ! Anelka pourrait jouer dans le championnat algérien.

Couscous-quenelle !

Des citoyens de la vallée du M'Zab victimes de l'inha-
lation de gaz lacrymogènes. Jusqu'à quand nous tai-
rons-nous ? Jusqu'à quelle limite humaine irons-nous
avant de dire stop ? Stop aux appareils aux gaz défec-
tueux ! Stop à ces importations d'équipements dange-
reux pour la santé des «consommateurs» que nous
sommes ! Nous nous fournissons auprès de fabricants
dont nous ne vérifions même plus la crédibilité indus-
trielle et commerciale. Les grenades lacrymogènes ont-
elles été testées avant d'être mises sur le marché et pro-
posées à l'usage citoyen ? Permettez-moi d'en douter !
D'ailleurs, j'ouvre une parenthèse gazeuse à ce propos :
que font les associations de consommateurs ? Rien ou
presque ! C'est à peine si on les entend parfois se
plaindre des prix de la pomme de terre ou de la sardine.
Mais jamais un mot sur la qualité des grenades lacrymo-
gènes. Pourtant, dans leurs rangs figurent des experts
ès qualités. Des scientifiques, même ! L'un d'entre eux
peut-il me dire aujourd'hui quels sont les effets secon-
daires des gaz lacrymogènes sur le biotype saharien ?
Ou encore les retombées de ces mêmes gaz lacrymo
sur la couche d'ozone et sur le sable fin des dunes de
Sebsi ? Non, bien sûr ! Tout le monde se tait ! Personne

ne pipe mot ! Eh bien moi, je ne me tairai pas ! J'alerte
et j'alerterai sans arrêt sur le drame écologique terrible
qui se joue en ce moment dans le Sud algérien. Des
lâchers de grenades lacrymogènes sans contrôle préa-
lable, sans que les populations ne soient averties à
temps, sans que des appels au confinement ne soient
suffisamment répercutés auprès des autochtones. Oh !
J'entends déjà les «spécialistes» me dire qu'il est tech-
nicien et humainement impossible de mettre un
policier équipé d'un mégaphone derrière chaque grena-
de lacrymo pour avertir d'un lancer imminent. C'est un
peu court comme argument. C'est même trop facile
d'avoir tout le temps recours à cette histoire de moyens
pour justifier l'injustifiable. Le citoyen algérien, du
M'Zab ou d'ailleurs, paie des impôts. Il est en droit de
réclamer, d'exiger une prestation de services publics
digne de son niveau de sacrifice quotidien. Sinon, que
les autorités admettent enfin qu'elles ont failli, que leur
dispositif de sécurité gazière dans le Sud présente des
failles évidentes. Alors, la société civile pourra enfin
s'investir, réoccuper le terrain perdu et remplacer les
gaz lacrymogènes et les gaz de schiste par des gaz
disons...plus sympathiques. Comme les gaz hilarants.
Mourir pour mourir, autant mourir de rire face à ces
bouffons ! En attendant cette révolution zygomatique, je
fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.